

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Hogan, Michael J. *The Marshall Plan : America, Britain and the Reconstruction of Western Europe, 1947-1952*. New York, Cambridge University Press, 1987, 496 p.

par Daniel Perreault

Études internationales, vol. 19, n° 4, 1988, p. 742-744.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702431ar>

DOI: 10.7202/702431ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

les l'autonomie culturelle et la séparation, qu'ils avaient auparavant rejetées comme incompatibles avec leurs aspirations de créer un authentique État prolétarien. De plus, Lénine doit combattre contre les tendances centrifuges assez fortes au sein même du parti. Même s'il fait plusieurs concessions entre 1917 et 1922 sur la question nationale, « Lénine s'efforce continuellement d'arracher le problème national à son contexte international et de le réduire à ce qu'il doit être, pense-t-il, un problème où l'initiative appartient à la classe ouvrière russe » (p. 127). L'auteur fait cette observation: « L'autodétermination est un droit absolu mais il s'arrête là où elle heurte les intérêts de l'État socialiste » (p. 127). L'objectif de Lénine reste la préservation du pouvoir de la classe ouvrière.

Dans les deux dernières parties de l'ouvrage, l'auteur décrit les politiques et les institutions mises en place par les bolchéviks pour gérer les relations entre le gouvernement soviétique et les peuples de la RSFSR ainsi que les relations avec les autres républiques fédérées soviétiques. Dans la plupart des cas, le gouvernement soviétique devra appliquer des solutions qui dérogent avec leur approche théorique. Par exemple, même si Lénine était contre l'idée d'un État fédéral, les bolchéviks créeront en 1922 l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS). Le but des bolchéviks sera de réunir presque toutes les nations de l'ancien Empire tsariste dans cette fédération.

Jalouses de leur autonomie récente, plusieurs Républiques soviétiques sont méfiantes envers l'Union. Heureusement pour Lénine, qui avait toujours insisté sur l'unité du parti par-delà les nationalités et grâce au travail de Staline et du Commissariat du Peuple pour les nationalités, les bolchéviks réussiront, surtout après la guerre civile, à intégrer par des moyens qui ne sont pas toujours pacifiques les nations qui s'étaient séparées. Au moyen d'une politique nationale prolétarienne, adaptée à chaque nation, et du développement économique, le gouvernement soviétique va tenter de fusionner tous ces éléments pour en arriver à un État socialiste dans lequel les différences nationales ne compteront plus,

puisque tous posséderont la même culture prolétarienne et un niveau de développement économique adéquat.

Pour Madame Carrère D'Encausse, la Révolution en Russie a été l'aboutissement d'un processus endogène de développement politique et social. Pour les autres nations de l'ancien Empire, la révolution d'Octobre et ses valeurs ont été perçues comme un phénomène généralement exogène à leurs propres aspirations nationales, ce qui peut expliquer les problèmes actuels du gouvernement soviétique avec ceux-ci.

Cet ouvrage est utile pour tous ceux voulant comprendre les principes ayant guidé la mise en place des politiques soviétiques envers les nations et nationalités vivant sur le territoire de l'URSS.

Rémi HYPPIA

*Collège militaire royal de St-Jean,
St-Jean-sur-Richelieu, Québec*

HOGAN, Michael J. *The Marshall Plan: America, Britain, and the Reconstruction of Western Europe, 1947-1952*. New York, Cambridge University Press, [1987], 496 p.

L'historiographie récente des relations extérieures contemporaines américaines apparaît tout aussi mouvementée que les événements qu'elle veut expliquer. En effet, plusieurs interprétations importantes ont bouleversé cette discipline au cours des derniers trente ans. D'abord, l'orthodoxie conservatrice qui insistait sur l'altruisme et l'idéalisme réaliste comme fondements de la politique étrangère américaine, a été remise en cause par un révisionnisme radical. Hétérogène, ce dernier a cherché à démontrer comment les actions de Washington ont été motivées par ses propres intérêts domestiques; surtout ceux d'ordre économique. Par la suite, les post-révisionnistes ont cherché à neutraliser cette critique en situant dans la structure bipolaire de l'ordre international les causes d'un inévitable conflit dont, en dernière analyse, aucun des deux principaux protagonistes n'était responsable selon ces auteurs. Historien spécia-

liste des relations anglo-américaines à la Ohio State University, Michael J. Hogan veut maintenant nous faire entrer dans l'ère du post-post-révisionnisme; ou plutôt dans celui du « *corporative neo-capitalism* » pour référer au paradigme qu'il cherche à légitimer par cette stimulante monographie sur le Plan Marshall.

Selon Hogan, un « *comprehensive design* », dérivé lui-même d'un grand dessein idéologique prônant une restructuration conservatrice du capitalisme américain, le « *corporative neo-capitalism* » ou corporatisme libéral, a donné son unité à la politique étrangère américaine depuis 1920. En fait affirme-t-il, il permet de définir cette dernière comme un processus unique de reconstruction des économies des pays européens après les deux guerres mondiales; processus dont le but ultime était d'assurer la paix universelle. Le Plan Marshall a incorporé les principes de la « *New Deal synthesis* » dans laquelle le concept d'intégration a constitué le lien essentiel entre les objectifs économiques et militaro-stratégiques établis par une « *New Deal coalition* » dominée par des capitalistes éclairés des milieux industriels et financiers. Pour cette raison, il devient donc l'instrument choisi par Washington pour préserver et réformer le capitalisme européen sur le modèle du système social corporatif venu à maturité aux États-Unis durant la guerre. Cette tentative de remodelage du Vieux monde à l'image du Nouveau, pour utiliser l'expression équivoque qu'emploie l'auteur pour résumer sa thèse, s'est toutefois heurtée aux intérêts des classes dirigeantes des divers pays européens, dont au premier chef ceux de la Grande-Bretagne. Car si ces dernières s'entendaient avec les Américains sur la nécessité de préserver le capitalisme européen, il en allait tout autrement en ce qui concernait la nature et les modalités de sa réforme.

Ce conflit politique forme la trame centrale d'un récit que l'auteur a reconstitué à partir d'une laborieuse et très impressionnante recherche dans les archives américaines et britanniques. Il documente et commente abondamment les discussions, négociations et difficultés rencontrées par cette coalition du New Deal pour imposer sa vision aux Européens. Il

décrit comment le Plan Marshall a d'abord été conçu pour résoudre le problème de la reconstruction allemande. Il établit que le projet d'intégration de l'Europe occidentale sur une base libérale a émergé à Washington dès le printemps de 1949. Il montre comment la Grande-Bretagne, qui refusait de sacrifier le Commonwealth et son statut de grande puissance ou d'altérer ses politiques économiques et sociales, est apparue à la fois comme le principal adversaire et le principal allié des Américains qui finalement l'ont exemptée d'une intégration au continent. Ses derniers chapitres retracent les événements ayant mené à la fin du programme d'aide, particulièrement l'intervention chinoise en Corée. Hogan conclut en dressant un bilan nuancé mais positif des actions américaines. Elles ont constitué, juge-t-il, une « *reasonable defense* » des intérêts américains basée sur leur similitude avec ceux de leurs partenaires Outre-Atlantique. En plus, elles ont donné au capitalisme européen la « *crucial margin* » dont il avait besoin tout en indiquant le chemin vers une véritable intégration européenne.

L'interprétation est séduisante; ne serait-ce que parce qu'elle reformule, en les modernisant, les vieilles thèses sur l'action éclairée et désintéressée des États-Unis dans le monde. Ceci s'avérera peut-être idéologiquement suffisant pour certains mais néanmoins ne permet pas à Hogan de fonder son interprétation sur des bases conceptuellement solides. Sa discussion des rapports entre politique étrangère et politique domestique est à tout le moins ténue puisqu'elle exclut presque complètement l'analyse du système social et des conflits qui le secouent au profit de références passagères à quelques associations privées et à leurs rôle dans l'élaboration et la gestion du Plan Marshall et du programme corporatiste.

Il en résulte une histoire politique tronquée où la causalité première des événements rapportés réside non pas dans les intérêts des acteurs et les conflits entre eux-ci, mais dans les constructions idéologiques de politiciens, bureaucrates et capitalistes américains. Dans ces conditions, Hogan ne peut offrir une thèse précise et originale sur les motifs profonds qui ont incité sa coalition du New Deal à entre-

prendre le Plan Marshall. En fait, trop préoccupé avec le détail des négociations et des luttes bureaucratiques, il ne s'intéresse pas vraiment à ce problème pourtant fondamental considérant la nature de son projet. Nonobstant ces commentaires, Hogan nous a présenté un livre original, offrant de nombreuses avenues pour la réflexion, et constituant l'analyse historique la plus détaillée et la plus fouillée du Plan Marshall parue à ce jour.

Daniel PERREAULT

Département d'histoire
York University

KIRSCHBAUM, Stanislav J. et ROMAN, Anne C.R., (éds.) *Reflections on Slovak History*, Toronto, Canadian Foundation of the Slovak World Congress, 1987, 193p.

Ce mince volume compte 9 chapitres qui traitent de l'histoire slovaque depuis le commencement jusqu'à présent. Les deux tiers des articles traitent de la Slovaquie des XIX^{ème} et XX^{ème} siècles, alors que les trois premiers chapitres portent sur sa création et son développement au Moyen Âge. On y trouve une bibliographie avec 500 entrées et un index de noms. En général, les articles comptent peu de notations et de citations, ceci s'expliquerait par le titre « *Reflections* ». Néanmoins, cette situation a tout de même tendance à rendre le lecteur un peu hésitant à faire confiance aux suppositions et aux conclusions des auteurs. Tous les articles (à l'exception des plus controversés sur la République slovaque, 1939-1945) sont basés sur des exposés présentés en 1984 à la conférence sur l'histoire slovaque organisée par le Congrès mondial slovaque.

L'ouvrage démontre qu'à part la période d'autonomie assez brève (la Grande Moravie au IX^{ème} siècle), les Slovaques en tant que peuple ont été ignoré par le monde. Ils ont plutôt subi l'influence ou la domination d'une série de puissants États et peuples – l'Empire franc (qui, d'un air important, introduisit à la fois le christianisme et l'épée aux Slovaques – l'Allemagne, la Hongrie, l'Autriche, la Tchécoslovaquie et l'Union soviétique. Com-

me le dit R.V. Baumgarten. « la Slovaquie... a tant sacrifié et tour à tour n'a reçu que si peu. » (p. 55) Avec le travail de missionnaire des Saints Cyril et Methodius, ce fut la fusion du christianisme et de la volonté de rebâtir une nationalité qui soutient les Slovaques depuis un millénaire. Les croyances religieuses et la poussée nationaliste pour une indépendance perdue continuent de peupler les rêves des Slovaques qui font à nouveau partie de la Tchécoslovaquie et travaillent dans les rets de l'Union soviétique.

Ce volume comble manifestement un vide en historiographie slovaque, dans la mesure où il est composé d'essais écrits par des universitaires slovaques – Vladimir Bubrin, Theodor Zubek, Vladimir Baumgarten, Edita Bosak, Susan Mikula, Stanislav Kirschbaum, Kurt Neumann et Peter Petro – éduqués et vivant pour la plupart à l'Ouest (ils viennent d'universités à Toronto, à Fribourg, à Londres, en Floride, à Syracuse, à Paris, à Hambourg et en Alberta). Il y a du bon à cette propagation du point de vue slovaque sur l'histoire slovaque (indiqué par le titre « *Reflections* »). Les matériaux offerts par des personnes réfléchies comme le sont les auteurs représentés dans ce volume permettent de mieux percevoir les Slovaques et la Slovaquie de leur point de vue, de « l'intérieur ». Par exemple, ils contestent la présomption dans l'Ouest qu'il existe peu ou pas de différences entre les Slovaques et les Tchécoslovaques. Cependant, cette force est en même temps une faiblesse, car parfois ce livre manque d'objectivité. En effet, il est parfois difficile de distinguer entre l'expression de convictions et l'obscurcissement des faits.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, par exemple, la Slovaquie s'est trouvée dans une affreuse situation politique. La Slovaquie était entourée de toutes parts par des ennemis ou des anciens ennemis – les Allemands, les Russes, les Hongrois, les Tchèques, les Polonais – les leaders slovaques ont dû négocier un passage ardu, en dépit de quoi ils ont continuellement saisi toute occasion pour acquérir un peu d'autonomie. Toutefois, si l'on devait croire l'interprétation légaliste étroite de Stanislav Kirschbaum, « la participation de